

Dans un rapport daté du 4 juin, la Commission d'enquête internationale indépendante affiliée aux Nations Unies dépeint la situation alarmante des droits humains dans le cadre du conflit syrien. Il met en évidence la violation constante des droits de l'homme à travers l'utilisation probable de produits chimiques toxiques, et de violences sexuelles comme armes de guerre.

Les violences sexuelles faites aux femmes en Syrie ont par ailleurs fait l'objet de nombreux rapports, publiés par des ONG comme Human Rights Watch ou par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme depuis 2011. Il reste cependant compliqué d'en dresser un bilan dans la mesure où le terrain reste difficilement accessible aux ONG et aux journalistes.

Cette allusion aux violences sexuelles faites aux femmes par la Commission d'enquête internationale sur la Syrie, fait écho aux rapports publiés précédemment par des ONG qui soulignent le recours aux violences sexuelles comme instrument d'asservissement et d'humiliation des populations civiles par les forces de Bachar Al-Assad ainsi que par les rebelles. Ces rapports s'appuient pour la plupart sur des témoignages de réfugiées syriennes victimes d'agressions sexuelles ou d'individus ayant été témoins de ces actes de violence. Ces agressions sexuelles symbolisent l'escalade généralisée de la violence du conflit syrien et ne sont pas sans rappeler les exactions commises sur les femmes en Bosnie dans les années 90.

Cependant, la difficulté à mesurer les violences sexuelles résulte de la stigmatisation des victimes qui subissent ces crimes et de leur réticence à témoigner. De plus, le difficile accès au terrain syrien ne permet pas de vérifier que les agressions sexuelles résultent de la seule volonté des dirigeants des différentes parties au conflit. Il est donc nécessaire de rester vigilant quant à l'ensemble des informations recueillies.

La Commission d'enquête internationale rappelle la nécessité de saisir la Cour Pénale Internationale quant à la violation de ces droits humains en Syrie. Ce rapport - le cinquième présenté depuis 2011 par la Commission - appelle toutes les parties au conflit ainsi que les Etats qui soutiennent le régime syrien, à trouver une solution politique au conflit afin de cesser immédiatement toutes violences.